

Opinion

Jean-Luc Mélenchon frappé par le syndrome de Fachoda

Mehdi BA

Jeune Afrique, 22 mars 2025



Le leader de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, à Toulouse, le 1er février 2025.
© Pat Batard/Hans Lucas via AFP

Diabolisant l'« anglophonie » supposée de Louise Mushikiwabo tout en faisant d'Emmanuel Macron le coupable idéal à l'origine du retrait de l'OIF des trois pays de l'Alliance des États du Sahel, le leader de La France insoumise reprendrait-il à son compte les stéréotypes éculés de l'africanisme mitterrandien ?

Comme ils vieillissent mal, ces posts publiés à la va-vite sur les réseaux sociaux sous le coup d'une colère passagère, d'un opportunisme expéditif, voire au sortir d'un dîner trop arrosé ! Celui par lequel Jean-Luc Mélenchon a réagi à chaud, le 18 mars, aux retraits successifs de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) des trois pays qui composent l'Alliance des États du Sahel (AES) est de ceux-là.

Quelques heures plus tôt, le Niger, le Burkina Faso puis le Mali avaient officiellement claqué la porte de l'organisation fondée à Niamey il y a tout juste 55 ans, le 20 mars 1970, sous l'appellation initiale d'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Un tir groupé qui aura inspiré au président de La France insoumise (LFI), candidat malheureux lors des trois dernières élections présidentielles en France, une réaction de dépit peu orthodoxe.

Un tweet qui a de quoi laisser songeur. D'un côté, assure le fondateur de LFI, le retrait conjoint de la francophonie des trois États sahéliens serait dû aux « errements de la macronie en Afrique ». « Mais » il faudrait (« en même temps » ou « à l'inverse » ?) y voir un lien (ou pas ? Difficile d'interpréter l'éventuelle causalité induite par cette seconde phrase) avec le fait que la secrétaire générale de l'OIF serait tout à la fois « rwandaise » et « anglophone ». Une véritable énigme...

Sublime sophisme

L'assemblage, en si peu de mots, d'autant d'approximations ou d'omissions pour aboutir à un sublime sophisme mérite un rapide décryptage. Dès la première phrase, Jean-Luc Mélenchon tend en effet à assimiler l'OIF – actuellement composée de 93 États et gouvernements à travers le monde – à une dépendance française dont le destin dépendrait exclusivement des prises de position du président Emmanuel Macron. « Si ce dernier se fourvoie en Afrique, alors l'OIF en paiera mécaniquement le prix », semble-t-il dire.

Si nul ne disconvient que la France exerce un poids singulier au sein d'une organisation rassemblant les États ayant sa propre langue en partage, ce résumé néglige néanmoins une donnée mise en avant par les trois gouvernements de l'AES pour justifier la procédure de divorce dont ils sont à l'origine : au lendemain des coups d'État intervenus en 2020 au Mali, en 2022 au Burkina Faso et en 2023 au Niger, l'OIF avait dénoncé la rupture de l'ordre constitutionnel intervenue dans chacun de ces trois pays.

C'est ainsi que le 3 juin 2021, le Conseil permanent de la francophonie (CPF), dans une résolution adoptée à l'unanimité, avait « condamné fermement » le coup d'État militaire au Mali et suspendu ce pays de ses instances. Il en a été de même le 8 février 2022 pour le Burkina Faso et le 19 décembre 2023 pour le Niger. À l'inverse, en septembre 2024, ce même CPF décidait de réintégrer la Guinée dans ses rangs, tout en relevant la

« nécessité », pour le régime de Mamadi Doumbouya, « de poursuivre ses efforts sur le volet des droits et des libertés ».

« L'OIF est devenue un instrument géopolitique téléguidé »

Indépendamment des griefs qu'ils ont pu adresser par ailleurs à l'ancienne puissance coloniale, c'est bien cet oukase que les trois États concernés ne pardonnent pas à l'organisation dont Louise Mushikiwabo est la secrétaire générale depuis 2019. Dans un communiqué commun diffusé le 18 mars par leurs ministres des Affaires étrangères respectifs, ils s'en expliquaient d'ailleurs ainsi : « Depuis l'avènement de la transition au Mali, au Burkina Faso puis au Niger, l'OIF, au lieu d'accompagner ces pays dans la réalisation des aspirations légitimes de leurs peuples, [...] s'est illustrée par l'application sélective de sanctions sur la base de considérations géopolitiques et [par] le mépris pour leur souveraineté, devenant ainsi un instrument géopolitique téléguidé. »

Lesdites « sanctions » ne devaient pourtant rien au hasard ni à une main invisible tirant les ficelles depuis l'Élysée puisqu'elles découlaient des dispositions figurant dans la « déclaration de Bamako », adoptée le 3 novembre 2000 par les pays membres de l'OIF, en cas de « rupture de la démocratie » dans l'un d'entre eux.

Outre cette apparente méconnaissance du processus ayant motivé le retrait des États de l'AES, Jean-Luc Mélenchon effectue un bond en arrière qui n'est pas sans rappeler les errements passés de celui qui fut l'un de ses mentors en politique, lorsqu'il était encore un jeune militant trotskiste : l'ancien président français François Mitterrand. Pourquoi, en effet, essentialiser ainsi Louise Mushikiwabo en « anglophone » – ce qu'elle n'est pas, au sens où lui-même l'entend ? La secrétaire générale de la Francophonie, qui avait été auparavant la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Rwanda, a en effet pour langue maternelle le kinyarwanda. Et sa première langue d'apprentissage est bien celle de Molière et de Voltaire. C'est à ses études d'anglais, d'abord (au Rwanda) et d'interprétariat ensuite (aux États-Unis, pays où elle s'exilera durablement du fait du contexte politique devenu particulièrement menaçant dans son propre pays), que Louise Mushikiwabo doit de maîtriser parfaitement trois langues, dont l'anglais.

Syndrome de Fachoda

Or sous la plume de Jean-Luc Mélenchon, comme dans la bouche de François Mitterrand en son temps, le terme « anglophone » ainsi accolé à la secrétaire générale de l'OIF semble cristalliser l'amère nostalgie éprouvée par un héritier assumé de cet « empire qui ne veut pas mourir » (pour emprunter au titre de l'ouvrage collectif publié au Seuil en 2021, qui retrace l'« histoire de la FrancAfrique »). Trente-cinq ans plus tôt, l'ancien président socialiste, décédé en 1996, n'avait-il pas lui-même soutenu aveuglément le

régime de Juvénal Habyarimana, qui s'acheminait vers un génocide contre les Tutsi, au nom d'un pré carré « francophone » fantasmé ?

À l'inverse, n'avait-il pas diabolisé la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR), jusqu'à lui mener une impitoyable guerre par procuration, au prétexte que certains de ses leaders grandis en exil en Ouganda, s'exprimaient, eux, dans la langue de Shakespeare ? Le syndrome de Fachoda – cette névrose coloniale française face au rival anglo-saxon – persisterait-il 127 ans après le duel qui vit la France et l'Angleterre se disputer, dans l'actuel Soudan du Sud, un emplacement jugé stratégique – au détriment de la première ?

« Ce que Jean-Luc Mélenchon déplore dans ce tweet, on pourrait le traduire ainsi : non seulement la France a perdu le Sahel, mais en plus elle a bradé la francophonie à des intrus rwandais vus comme anglophones », analyse, en off, une source diplomatique proche du dossier. À l'heure où trois processus de médiation incertains s'entremêlent, de Nairobi à Luanda en passant par Doha, afin de dénouer une crise devenue paroxystique entre Kigali, Kinshasa et le M23, il n'est pas certain que la résurrection inopinée des vieilles lunes françafricaines soit de nature à faire progresser ni la francophonie ni la paix.